



**DISCOURS DE SON EXCELLENCE,
MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, CHEF DE L'ETAT,
PRESIDENT DU COMITE STRATEGIQUE DU DESARMEMENT,
DEMOBILISATION, REINTEGRATION, RAPATRIEMENT(DDRR),
DU PROCESSUS DE LA REFORME DU SECTEUR DE LA SECURITE(RSS)
ET DE LA RECONCILIATION NATIONALE (RN),
A L'OUVERTURE DE LA 4^{EME} REUNION
DU COMITE CONSULTATIF ET DE SUIVI DU DDRR**

- Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale,
- Monsieur le Premier Ministre Chef du Gouvernement,
- Mesdames, Messieurs les membres du Gouvernement,
- Mesdames et Messieurs les Députés de la Nation,
- Mesdames, Messieurs les Chefs de Missions Diplomatiques et des Organisations internationales,
- Mesdames, Messieurs les Chefs des Institutions de la République,
- Monsieur le Président de la Délégation Spéciale de la ville de Bangui,
- Messieurs les Membres de la Plateforme Religieuse ;
- Mesdames et Messieurs les Membres de la Coordination DDRR/RSS/RN,
- Mesdames, Messieurs les Représentants des Groupes Armés,
- Mesdames, Messieurs,
- Chers compatriotes,

La question, la seule question que j'aimerais poser à chacun d'entre vous aujourd'hui est simple : **Voulez-vous ramener la paix en Centrafrique?**

Je crois, en effet, que le moment est venu de poser cette question car aujourd'hui, pour la première fois, tous les 14 groupes armés identifiés en Centrafrique ont accepté de rejoindre ce Comité Consultatif et de Suivi du Programme national de Désarmement, Démobilisation, Réintégration et Rapatriement.

Depuis un an, les discussions techniques liées au DDRR ont avancé de manière remarquable et aujourd'hui nous sommes proches de trouver des solutions concrètes pour le lancement du programme DDRR avec l'appui de nos partenaires bilatéraux et multilatéraux, tels que la Banque Mondiale, la MINUSCA les Etats Unis d'Amérique, la France, les pays de la CEMAC.

Je vous encourage donc vivement à poursuivre aujourd'hui et demain les discussions techniques liées aux modalités de mise en œuvre de ce programme de DDRR, si vital à la stabilité et à la prospérité de notre cher pays. Votre présence à tous aujourd'hui augure du succès de vos délibérations.

Je félicite ceux parmi vous qui ont rejoint cet effort dès le début.

Je ne suis pas resté insensible au sacrifice et au courage qu'il vous a fallu pour vous engager vers une voie pacifique.

J'accueille aussi de tout cœur ceux de nos frères qui ont accepté de rejoindre ce Comité inclusif où nous conviendrons des termes d'une paix durable dans notre pays.

Je note avec regret le fait que certains groupes armés continuent aujourd'hui à se battre, semant autour d'eux mort et désolation.

J'ai à plusieurs reprises invité ces frères centrafricains à baisser les armes et cesser toutes hostilités, en vain.

Ni mes appels, ni ceux de la région ou encore ceux de la communauté internationale qui nous soutient n'ont été entendus.

Pourtant, j'ai dit et redis à tous mes frères centrafricains que rien ne justifie la poursuite de la violence armée.

J'ai aussi dit et je le redis aujourd'hui, il n'y a pas et il n'y aura pas de sujets tabous entre nous.

Seule la voie du dialogue peut permettre de trouver des solutions justes et durables aux différends qui nous divisent.

Le peuple centrafricain est lassé de guerre et de sang. Fatigué de voir ses enfants massacrés, ses femmes violées, et de voir balayer d'une rafale de mitraillette la possibilité d'un futur commun à tous les Centrafricains.

Des décennies de guerre fratricide n'ont prouvé qu'une seule chose : aucun groupe armé ne sortira vainqueur de cette folie meurtrière.

Nous sommes liés les uns aux autres par un destin commun et quelle que soit notre appartenance ethnique ou religieuse ; quelles que soient nos origines, le salut de l'un ou l'autre d'entre nous dépendra du salut de toutes les filles et de tous les fils de la nation centrafricaine.

Je vous propose donc d'accepter cette réalité: ni vous, ni moi ne pourrons gagner cette guerre.

La guerre ne peut nous apporter ni la paix, ni la tranquillité et encore moins le bien-être économique et social de nos familles respectives et celui de nos villes et villages.

Seule la paix peut le faire et aujourd'hui, cette responsabilité nous incombe.

Les Centrafricains nous regardent aujourd'hui et si vous acceptez sincèrement mon invitation au dialogue, les centrafricains se souviendront de ce jour comme celui où la paix a commencé. Ils se souviendront de vous comme ceux qui l'ont apportée.

Ce Comité de Consultation et de Suivi est un comité technique. Il a fait, je le disais tantôt, d'énormes progrès.

Et je vous en félicite, vous tous et souhaite que cet excellent travail se poursuive.

Par exemple, j'exprime le souhait que le projet pilote de DDRR de 500 membres de vos groupes aille de l'avant rapidement. Le DDRR a pour objectif de diminuer le nombre d'armes en circulation, de désarmer ceux qui les portent, et par conséquent de diminuer les menaces que constituent ces groupes armés.

De même, des progrès importants ont été accomplis dans le domaine de la réforme du secteur de sécurité ou une stratégie a été adoptée.

Cette stratégie vise à doter notre nation d'une armée professionnelle, représentative et républicaine, mais aussi bien équipée et disciplinée.

Mais, j'ai conscience que la réponse ne peut pas être uniquement technique et plusieurs d'entre vous m'ont interpellé en ce sens, en réclamant de pouvoir discuter de thèmes plus politiques, notamment ceux liés à la citoyenneté ou encore à une participation plus inclusive à la gestion et à l'administration de notre pays.

Je tiens d'emblée à vous assurer de mon entière disponibilité à faciliter de tels échanges sur ces sujets et tout autre que vous avez identifiés comme importants à vos yeux.

Je suis prêt à discuter des problèmes du mieux vivre ensemble, les problèmes qui vous ont affectés vous et vos familles depuis des décennies et qui sont à la source de tous les maux qui nous ont tous affectés.

J'aimerais aujourd'hui vous proposer d'entamer un processus de paix, mais accordons nous sur trois points essentiels.

Premièrement, les tueries doivent cesser. Les agressions de toutes sortes contre les populations civiles, nos concitoyens, les viols, les pillages, les menaces dont tous les groupes armés se sont rendus coupables ou commettent encore doivent prendre fin immédiatement.

Je vous demande un cessez-le-feu immédiat et un gel de mouvements de vos troupes dès la fin de nos délibérations.

Ceci concerne tous les groupes armés et mouvements politico-militaires sur toute l'étendue du territoire national.

Chaque crime additionnel commis par les groupes armés éloigne la possibilité de paix pour notre pays. Chaque nouveau viol rendra plus difficile la réconciliation, et chaque recrutement d'enfant soldat diminue les possibilités de réintégration des coupables.

Je suis conscient des déficiences structurelles qui affectent notre pays et entravent son développement.

Il est indéniable que dans ce contexte général de sous-développement certaines préfectures vivent dans un dénuement criard.

Certains de nos compatriotes y ont vu une justification suffisante pour prendre les armes.

Le résultat, nous l'avons vu, c'est plus de désolation, de violence et de destruction.

Mais la réponse, la solution à ces disparités que nous réprouvons tous ne peut pas être de livrer notre pays à des bandes armées ; ne peut pas être le pillage de nos ressources naturelles par des personnes s'arrogeant de façon illégitime l'autorité de l'Etat.

En tant que garant de la Constitution, comprenez qu'il est de mon devoir de la faire respecter : seules les autorités légitimes, désignées ou élues peuvent agir et exercer une autorité sur une portion du territoire centrafricain.

Et j'ai pris l'engagement de promouvoir une gouvernance plus responsable de notre patrimoine commun, notre pays et je tiendrai mon engagement.

Accordons-nous sur ce point, et travaillons désormais ensemble.

En second lieu, je vous propose un dialogue.

Un dialogue franc, sans tabous, et qui portera sur tous les thèmes qui vous préoccupent.

Je sais que certains parmi vous doutent de la valeur et de la portée du programme de DDRR et de la stratégie de réforme du secteur de sécurité pour vous et pour chacun de vos hommes.

Et vous êtes en droit de poser des questions, et nous y répondrons. Mais ce qui est fondamentalement en cause ici c'est de nous accorder sur une vision commune pour notre pays, pour la Centrafrique de demain, pas pour nos gains et nos intérêts personnels d'aujourd'hui.

Comme je l'ai déjà souligné, il y a des questions bien plus politiques qui appellent un examen approfondi.

Je vous propose donc d'élargir nos **discussions à ces questions**.

Le tout bien entendu, dans le respect bien compris de la Constitution de la République.

Le but de ces discussions dans chacun des domaines dont nous conviendrons, sera de définir ensemble une vision commune.

Et dans chacun de ces domaines, vous savez que nous avons des institutions qui certes demandent à être consolidées, mais vous avez pu observer comment, au cours de l'année écoulée, le Gouvernement dans son ensemble, l'Assemblée Nationale, le pouvoir judiciaire se sont attachés à les établir ou à les renforcer.

Une vision commune pour notre pays, basée sur le débat politique et démocratique et non sur les armes et la violence.

Enfin, et c'est mon troisième point : Comment allons-nous procéder ?

Afin de mener à bien ces discussions qui se dérouleront sous mon égide, j'ai accepté l'offre de nos organisations continentales, l'Union africaine, la CEEAC et la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs de porter l'Initiative Africaine pour la Paix et la Réconciliation en République centrafricaine.

Nos frères de la sous-région (Angola, République du Congo et le Tchad) vont appuyer ce dialogue, en comptant sur l'accompagnement de nos partenaires internationaux, notamment celui des Nations Unies, de l'Union européenne et de l'Organisation internationale de la Francophonie.

Dans cette perspective, des modalités de discussion vous seront proposées.

Mais, je tiens à souligner que ces discussions doivent permettre des échanges francs et de bonne foi entre Centrafricains pour régler les problèmes des Centrafricains.

J'ai pris bonne note de l'intérêt marqué de la Représentation nationale de contribuer au succès de cette entreprise nationale, dans le respect bien compté des prérogatives propres à chacune des institutions républicaines.

Je suis et je demeure le Président de la République et le Président de tous les Centrafricains.

La fonction qui est la mienne est une fonction qui ne se délègue pas.

C'est pourquoi, en tenant compte de mes responsabilités, toute discussion de Paix en Centrafrique se fera sous mon autorité directe.

Les discussions concerneront les Centrafricains. Mais ce n'est pas entamer notre indépendance, ni notre souveraineté, que de reconnaître que nous ne sommes pas une grande île perdue au centre de l'Afrique.

Non. Nous avons des voisins, qui seront encore nos voisins aussi longtemps que la Centrafrique existera. Des voisins avec qui nous échangeons et partageons bien plus que des frontières.

Et des voisins qui nous aideront à nous développer, à nous enrichir, et qui s'enrichiront aussi, avec nous et non pas à nos dépens.

Imaginez avec moi un instant, la Centrafrique et ses voisins dans 20 ans :

Si nous choisissons la paix aujourd'hui, et bien dans 20 ans, la Centrafrique sera au cœur d'un réseau d'échanges commerciaux avec tous ses voisins.

Si nous choisissons la paix aujourd'hui, dans 20 ans, la Centrafrique sera apaisée, entourée de voisins eux-mêmes pacifiques et avec qui nous aurons renforcé nos liens politiques, culturels et économiques.

Nos efforts de paix, et la construction de notre pays ne pourront pas se faire sans l'appui de nos frères et de nos amis.

- **Mes chers compatriotes,**

J'assume mes responsabilités. Aujourd'hui je vous invite à assumer les vôtres en répondant OUI à ma question :

Voulez-vous ramener la paix en Centrafrique?

Voulez-vous entrer dans l'histoire comme ceux par qui la paix est revenue en Centrafrique ?

Je vous invite à répondre **oui** car nous sommes tous redevables.

Plusieurs d'entre vous, ou plusieurs membres des groupes que vous représentez, avez en commun d'avoir déjà participé au pouvoir, au sein de gouvernements antérieurs ou d'institutions publiques.

Vous savez que ce pays n'a pas toujours été gouverné avec sagesse, ni avec vision. Je vous propose de faire partie de la génération de Centrafricains qui auront accepté, tous ensemble et en même temps, de mettre de côté leurs intérêts personnels pour privilégier, en vrais patriotes, l'intérêt supérieur de la nation et celui de nos concitoyens.

Je vous propose de partager la même vision de paix et de prospérité partagée pour tous les Centrafricains.

Je vous propose de nous projeter dans notre avenir et de refuser que ceux qui en sont incapables ou qui nourrissent des plans égoïstes et machiavéliques nous empêchent de construire la paix en Centrafrique.

Je vous propose enfin de rejeter la violence armée comme *modus vivendi*, de rejeter la culture de la mort et, pour le bien de notre pays et

celui de toute notre descendance, d'adopter la culture de la vie, la culture de la paix.

La Centrafrique, pays de paix ! Moi j'y crois. Est-ce que vous vous y croyez ?

Nous n'avons plus le temps d'hésiter, nous n'avons pas le droit d'échouer.

Que Dieu bénisse la République Centrafricaine.

Merci.